



**Syndicat National Unifié des Directeurs,
Instituteurs et Professeurs des Écoles des Hautes-Pyrénées**

12 rue du Dr Jean Lansac – BP 11024 – 65010 TARBES Cedex
Tél. : 07 77 07 28 85 – mail : snudi.fo65@laposte.net – www.snudifo65.com



École rurale : attention, danger !

Après le CTM du 20 décembre : 3881 postes annoncés, mais au final 300 postes pour les classes et les remplaçants.

Les 3881 postes supplémentaires annoncés avec une légère baisse du nombre d'élèves (- 33 500 soit - 0,3%!!) sont présentés comme un progrès. Une étude attentive montre une réalité bien différente.

Les 3 881 ETP seraient répartis ainsi :

- 3100 au moins réservés à la généralisation des CP dédoublés « 100 % de réussite » dans « l'ensemble des classes de CP en REP et REP+ » et des CE1 en REP.

Dans ces conditions comment pourront être assurés les 629 postes de remplaçants supplémentaires prévus au PLF 2018 ? Et ce n'est ni la remise en cause de la distinction entre BD et ZIL, ni la Formation Continue « repoussée » en dehors des 36 semaines pendant les congés qui vont améliorer la situation du remplacement.

- 280 postes pour la « formation des personnels » prévus au budget 2018 après une baisse de 400 ETP en 2017 ce qui relativise complètement l'effet d'annonce. En deux rentrées le solde est de moins 120 ETP!
- 100 ETP pour les besoins pédagogiques particuliers, ce qui représente + 0,1 ETP par département en moyenne.
- 100 pour les conventions ruralités.

Le budget prévoit le retrait de 14 emplois en maternelle ! ce qui va dégrader les conditions de travail en maternelle. De plus le taux de scolarisation des moins de 3 ans passé de 34% en 2000 à moins de 10% en 2017 va continuer à s'effondrer.

Il restera donc 300 ETP (3ETP en moyenne par département), ce qui ne permettra ni d'améliorer la situation des 90 000 classes dont l'effectif dépasse 25 élèves et en particulier les 7 700 qui ont plus de 30 élèves, ni de créer les postes de remplaçants nécessaires, ni les poste spécialisés indispensables.

Cette situation va accentuer le recrutement de contractuels au détriment de fonctionnaires.

480 écoles fermées pour la seule année 2017 :

D'ores et déjà, dans plusieurs départements, des DASEN préparent, au nom de la « solidarité avec les élèves des territoires les plus fragiles », des mesures de grande ampleur de redéploiements et

de suppressions d'écoles entières. 480 écoles ont été supprimées pour la seule année 2017 et 3809 écoles depuis 2008 notamment en zone rurale dans le cadre des « chartes de la ruralité ». Le ministre se fixe 60 conventions ruralité (40 en 2017) d'ici fin 2018.

Dans les Hautes-Pyrénées : le « plan pour l'école dans les territoires ruraux » : une arme contre l'école rurale.

Pour l'académie de Toulouse, la dotation en postes est de + 89 pour le 1^{er} degré (141 en 2017, 180 en 2016!). Compte tenu de la baisse annoncée des effectifs dans le département des Hautes-Pyrénées et de l'augmentation de la démographie dans le département voisin de la Haute-Garonne, le pire est à craindre pour la prochaine carte scolaire !

La situation du département a par ailleurs été aggravée par le précédent protocole « 2014-2017 » qui, s'il a permis de maintenir l'emploi pendant 3 ans, a aussi imposé de nombreuses fermetures, fusions, concentrations en milieu rural.

La mise en place du nouveau plan « 2017-2020 » a toutes les raisons d'inquiéter. Le SNUDI-FO 65 est opposé à ces « plans » « conventions » ou « chartes », outils redoutables, s'il en est, pour la disparition de nos petites écoles communales rurales et périurbaines.

Pour le SNUDI-FO, il n'y a pas de bonne ou de mauvaise convention-ruralité ; c'est un dispositif qu'il faut combattre en défense, non seulement de la proximité du service public, fondement de notre République, mais aussi du bien vivre dans nos villages ruraux.

De la même manière, le SNUDI-FO ne peut cautionner les fusions d'écoles qui se profilent au nom de deux principes intangibles pour notre syndicat : « 1 école = 1 directeur » et la spécificité de l'école maternelle, si enviée dans le monde entier. Ne soyons pas dupes ! Plus une structure scolaire est importante, plus il sera aisé à l'avenir pour l'Administration de supprimer un, voire plusieurs postes.

Aux enseignants des écoles :

Si vos effectifs vous font redouter une fermeture, ou au contraire espérer une ouverture, si des rumeurs de fusion, globalisation... menacent votre école n'hésitez pas à nous contacter. **Nous défendrons les revendications de chaque école** et vous aiderons dans vos démarches : audience auprès des IEN, auprès de l'IA, organisation d'assemblées avec les parents etc.

Tarbes, le 10 janvier 2018